



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
34, avenue du Maréchal Maunoury  
41000 Blois

Blois, le 12/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCA AXEREAL**

36 rue de la Manufacture  
CS 40639  
45160 Olivet

Références : LSAEX 2024-850  
Code AIOT : 0010003944

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement SCA AXEREAL implanté Rue du moulin LA COLOMBE 41240 Beauce la Romaine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCA AXEREAL
- Rue du moulin LA COLOMBE 41240 Beauce la Romaine
- Code AIOT : 0010003944
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

2 Silos de stockage de céréales (8+6 cellules) + 3 séchoirs.  
Installation autorisée au titre de la rubrique 2160-2.

## Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Préventions des risques - Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 3.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Prévention des risques - Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 3.16	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Séchoir - colonnes sèches	Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 4.13	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales - Formation	Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 2.11	Sans objet
2	Dispositions générales - Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 2.13	Sans objet
4	Préventions des risques - Installations électriques et équipements	Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 3.1.1	Sans objet
5	Prévention des risques - Dispositifs de découplage	Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 3.4	Sans objet
7	Séchoir - température de séchage	Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 4.5	Sans objet
8	Séchoir - évacuation des grains	Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 4.8	Sans objet
9	Séchoir - nettoyage	Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 4.10.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales - Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 2.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le personnel (y compris intérimaires et saisonniers) doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à leur mission. Cette formation fait l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le tableau de suivi des formations du personnel travaillant sur le site. Tout le personnel et en particulier le responsable du site est à jour de ses formations relatives aux risques (risque silos). Ces formations sont dispensées en ligne sur l'intranet de la société.  <u>Pas de non-respect constaté.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Dispositions générales - Permis de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 2.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une consigne relative aux modalités d'exécution des travaux et à leur sécurité est établie et respectée. En outre, dans le cas d'intervention sur des barrières de sécurité techniques, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none"><li>• En préalable aux travaux, que ceux-ci, en tenant compte de l'efficacité des mesures compensatoires prévues, n'affectent pas la sécurité des installations ;</li><li>• A l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.</li></ul> La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Le permis de feu doit être signé par l'exploitant, et par le personnel devant exécuter les travaux après avoir inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat. Il y est mentionné explicitement que le personnel effectuant les travaux, a bien pris connaissance des consignes de sécurité définies dans le 1er alinéa du présent article. Le permis de feu (ou la consigne associée) rappelle notamment :

- Les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu ;
- La durée de validité ; - La nature des dangers ;
- Les précautions particulières en fonction du type de matériel utilisé ;
- Les mesures de prévention à prendre et notamment le nettoyage de la zone dans un périmètre suffisant, l'arrêt éventuel des installations (manutention, aspiration...), la signalétique ;
- Les consignes de surveillance et de fin de travaux dont la fréquence et la durée sont fixées par l'exploitant etc..
- Les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple la proximité d'un extincteur adapté au risque, l'utilisation de bâches ignifugées, ainsi que les moyens d'alerte.

#### Constats :

Un contrôle par sondage des permis de feu a été réalisé.

Le permis de feu choisi du 26/7/2023 au profit de la société TICC et relatif à une opération de tronçonnage est correctement rédigé.

A la demande de l'inspection, L'exploitant a transmis le plan de prévention signé pour l'entreprise TICC en date du 22/01/24. Ce document n'appelle pas d'observations.

Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 3 : Préventions des risques - Vérification des installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 3.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques et équipements

#### Prescription contrôlée :

[...]

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations et les systèmes électriques mobiles, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

[...]

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- L'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- L'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Des actions correctives sont engagées dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection

des Installations Classées.  
[...]

**Constats :**

Document consulté: Rapport de vérification périodique des installations électriques code du travail établi le 07/10/2024 par la société DEKRA.

Le rapport susvisé fait état de limites de vérification qui ont empêché l'organisme de contrôle de vérifier plusieurs installations dont les matériels électriques situés en zone à risques d'explosion :  
*"Examen des éléments internes des cellules haute tension du client non réalisé en l'absence d'autorisation de coupure ainsi que les essais des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination)*

*Examen des matériels électriques situés dans les faux-plafonds, non accessibles sans démontages*

*La vérification des matériels électriques en hauteur et inaccessibles en l'absence de moyens d'accès en sécurité mis à notre disposition.*

*Vérification de la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur, faute de mise à disposition de moyens d'accès en sécurité*

*Descriptif plaques moteurs*

*Parties d'installations non vérifiées - Motif*

*Transformateur*

- *Transformateur : installation en exploitation transformateur inaccessible en partie grillagée*  
**MATERIEL BT**

- *SILO 68 - Cellules x8 250T intérieur en zone ATEX : Inaccessibles*

- *SILO 86 - Cellules x6 1600T intérieur en zone ATEX : Inaccessibles"*

**Constat: l'exploitant n'a pas pris les dispositions nécessaires pour que l'organisme de contrôle puisse procéder à l'ensemble des vérifications réglementaires.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre des rapports de vérification des installations électriques des silos, ainsi que le compte rendu Q18 associé, ne présentant aucune limitation du champ de la vérification effectuée par l'organisme de contrôle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Préventions des risques - Installations électriques et équipements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 3.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques et équipements

**Prescription contrôlée :**

Les appareils et systèmes de protection, (y compris mobiles) susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussière) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation ennuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

#### Constats :

Par sondage, l'inspection des installations classées a vérifié la plaque du moteur du transporteur à chaîne de reprise du silo "86". Cette plaque porte bien l'indication IP55.

**Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Prévention des risques - Dispositifs de découplage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositifs de découplage

##### Prescription contrôlée :

[...]

En particulier, pour le silo « 1986 », des dispositifs de découplage sont mis en place entre les volumes suivants :

Volume A	Volume B
Tour de manutention et son sous-sol	Galerie inférieure
Galleries sous cellules	Cellules
Tour de manutention	Espace sur cellules

Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci :

- sont maintenues fermées en permanence, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques ;
- et sauf justification contraire, doivent s'opposer efficacement à une explosion débutant dans la tour de manutention en s'ouvrant des galeries ou espaces sur ou sous cellules vers les tours de manutention ;

L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le système de découplage du silo "86" est assuré par des portes. Ces dernières étaient fermées lors de l'inspection. Des affichages indiquaient leur qualité de portes de découplage ainsi que la nécessité de les maintenir fermées.</p> <p><u>Pas de non-respect constaté.</u></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Prévention des risques - Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 3.16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un est implanté à 200 mètres au plus du danger, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. Sauf justifications contraires, cette capacité ne pourra être inférieure à un débit d'eau correspondant à 60 m3/heure pendant 2 heures. En cas de recours au réseau public, l'exploitant s'assure par des essais réguliers de la disponibilité de cette ressource au débit et à la pression nécessaire ;</li> <li>• d'extincteurs adaptés, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ;</li> <li>• d'agents d'extinction appropriés (émulseurs notamment), disponibles dans un délai compatible avec l'intervention ;</li> <li>• de colonnes sèches en matériaux incombustibles, implantées dans les tours de manutention et conformes aux normes en vigueur ;</li> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.</li> </ul> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est pourvu d'extincteurs présents à différents endroits des installations. L'exploitant a présenté un rapport de vérification périodique pour ces derniers. Ce rapport daté du 8 avril 2024 n'appelle pas d'observation.</p> <p>Il a été constaté la présence de colonnes sèches dans les tours de manutention ainsi que sur la structure à proximité des séchoirs, cependant sur chaque colonne sèche, les prises doubles ne sont pas équipées de volant permettant leur ouverture.</p> <p>Il a été constaté la présence d'un poteau incendie à l'entrée du site, toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'un débit et d'une pression suffisants de ce dernier.</p> <p><b>Constats: Les colonnes sèches installées sur le site ne sont pas fonctionnelles en l'état (manque</b></p>



<p>volant d'ouverture).</p> <p><u>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'un débit et d'une pression suffisants du poteau incendie dévolu à la défense incendie de son site.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Séchoir - température de séchage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Température de séchage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les séchoirs sont munis d'équipements permettant de contrôler la température de l'air de séchage des produits. Le contrôle doit porter au minimum sur deux points (en amont de l'entrée d'air dans la colonne sècheuse et dans la colonne). Les informations doivent être reportées sur un tableau de commande. En cas d'anomalie une alarme sonore doit se déclencher.</p> <p>La température des produits en cours de séchage est contrôlée périodiquement et toute élévation anormale de celle-ci devra être signalée au tableau de commande.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les 3 séchoirs ont chacun un tableau de report de sondes de température.</p> <p>Toute élévation de température au dessus d'une consigne réglée à 80°C entraîne une alarme sonore ainsi que la mise en sécurité de l'installation.</p> <p><u>Pas de non-respect constaté.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Séchoir - évacuation des grains**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 4.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Evacuation des grains
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le grain présent dans la colonne de séchage doit pouvoir être évacué rapidement en cas d'incendie ou d'échauffement anormal par un dispositif adapté, vers une aire ou un stockage permettant l'extinction.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les séchoirs du silo "86" possèdent chacun une trappe d'évacuation rapide.</p> <p><u>Pas de non-respect constaté.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Séchoir - nettoyage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 4.10.2
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les parois des séchoirs doivent être régulièrement débarrassées des poussières les recouvrant.
<b>Constats :</b>  Les parois des séchoirs présentent un empoussièrement encore acceptable. <u>Pas de non-respect constaté.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Séchoir - colonnes sèches**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2007, article 4.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les moyens de lutte contre l'incendie visés à l'Article 3.16 sont implantés de façon à ce que toutes les parties des séchoirs puissent être efficacement atteintes. Ils doivent pouvoir amener l'eau sous pression jusqu'en partie haute du séchoir (colonnes sèches).
<b>Constats :</b>  Les séchoirs sont équipés de colonnes sèches, mais celles-ci ne possèdent pas de dispositifs d'ouverture (volant). <b><u>Constat: les colonnes sèches ne sont pas fonctionnelles, ce constat est repris au point de contrôle n°6.</u></b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat n°6 du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois